



ÉDITORIAL

Les 54 milliards de la honte

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

Il y a des chiffres qui donnent le tournis et révèlent à eux seuls l'injustice sociale d'une politique gouvernementale à bout de souffle. Cinquante-quatre milliards d'économies annoncées par le premier ministre dans le prochain budget. Cinquante-quatre milliards arrachés, pour l'essentiel, aux retraites, aux aides au logement des plus modestes et des familles, aux frais d'université de nos jeunes et des étudiants internationaux, aux arrêts maladie, aux salaires et aux conditions de travail des agents publics. Cinquante-quatre milliards prélevés sur celles et ceux qui tiennent le pays à bout de bras, qui soignent, qui enseignent, qui protègent, qui maintiennent debout ce qui reste de la cohésion sociale de notre pays. Sur les 54 milliards, six sont pris sur les retraités, véritables cibles du gouvernement, affublés du statut de privilégiés comme les cheminots avec leur statut ou les gaziers et électriciens qui bénéficient du tarif agent, remis en cause actuellement. Pourtant, les retraités font partie des essentiels du pays, notamment en prenant de leur temps pour faire vivre en tant que bénévoles le tissu associatif et sportif partout sur le territoire.

Et, face à cela, le silence et l'inaction. Un silence assourdissant sur les 211 milliards versés, année après année, aux entreprises sans transparence, ni évaluation, ni conditionnement. Pas 1 euro repris. Pas une condition renforcée. Pas même l'esquisse d'un effort symétrique. Ce contraste n'est pas un accident de parcours, ni un oubli. Il constitue, en réalité, le cœur de la politique macroniste.

Le macronisme n'est pas seulement une méthode de gouvernement. C'est un choix de société qui, sous le vernis de la modernité et de la responsabilité budgétaire, redessine sans cesse la carte des sacrifices. Matraquer le peuple de mesures antisociales, pour épargner les grandes entreprises et les milliardaires du pays. Les premiers ministres se succèdent en tenant toujours le même discours.

La dette nous menace et il faut donc rétablir les comptes publics. On invoque la dette comme une divinité inflexible. On parle d'effort collectif. On répète que « tout le monde doit contribuer ». Tout le monde... à l'exception de ceux qui, depuis des années, accumulent dividendes, superprofits et niches fiscales sans que le regard public ne s'attarde longtemps sur eux.

Les mêmes entreprises qui, hier, recevaient sans condition les largesses de l'État, sont aujourd'hui préservées de toute contribution nouvelle. Comme si l'argent public, une fois versé au capital, devenait intouchable, tandis que celui destiné à la protection sociale restait, par nature, compressible. Il y a là plus qu'une injustice comptable. Il y a une conception du bien commun. Une conception qui considère que la prospérité des grands groupes constitue, en soi, un objectif supérieur, et que le reste de la société doit s'adapter à cette exigence. Les retraités deviendront plus pauvres, les malades plus fragiles, les fonctionnaires plus précaires : peu importe, pourvu que le flux des aides aux entreprises ne se tarisse pas.

On nous dira que c'est le réalisme. Mais le réalisme n'est jamais neutre. Il désigne toujours ceux qu'il est acceptable de faire payer. Dans cette hiérarchie des souffrances, le macronisme a tranché. Il a choisi de protéger le capital plutôt que de défendre les forces du travail. Un tel choix n'est pas une fatalité économique. C'est une décision politique. Et comme toute décision politique elle peut, et surtout doit, être contestée. Il est temps d'imposer dans le débat l'idée d'une autre répartition des richesses, des pouvoirs, des savoirs. ●

**Le choix de société du macronisme ?
Matraquer le peuple de mesures
antisociales pour épargner les grandes
entreprises et les milliardaires du pays.**